



LA COP30 EN BREF

LES NÉGOS À DISTANCE

ÉDITION 1 | 10-11-12 NOVEMBRE

La COP30 s'est ouverte ce lundi à Belém, en Amazonie brésilienne, portée par la promesse d'une conférence tournée vers l'inclusion et la mise en œuvre. Sur fond d'enjeux logistiques et de **vieux clivages persistants**, les premiers jours ont eu une saveur particulière, notamment en l'absence notable des États-Unis et alors que les voix qui demandent une **réforme du régime climatique** international se multiplient.

Du côté des négociations, les projecteurs sont tournés vers le programme de travail sur la **transition juste** grâce à la mobilisation efficace de la société civile qui en a fait sa revendication phare cette année.

ACTUALITÉS ET GRANDES ANNONCES

SOMMET DES LEADERS

Le Sommet des leaders, tenu avant l'ouverture officielle, a donné le ton avec un appel du président Lula à une « COP de la vérité » et à un effort collectif (*mutirão*) pour sortir des énergies fossiles, stopper la déforestation et assurer un financement équitable. Mais en l'absence de propositions concrètes et d'alignement multilatéral, ce segment a envoyé peu de signaux politiques pour orienter les négociations.

OUVERTURE ET AGENDA

À l'ouverture de la COP30, les Parties ont adopté l'agenda dès la première séance en plénière, ce qui n'est pas si habituel. Plusieurs sujets sensibles – comme le faible nombre de contributions déterminées au niveau national soumises (CDN), le financement, l'article 9.1 et les mesures commerciales unilatérales – ont néanmoins suscité des tensions. Pour éviter tout retard, la présidence brésilienne a trouvé un compromis en transférant ces questions vers des consultations informelles, ce qui a permis l'adoption de l'agenda.

QUI SERONT LES PROCHAINS HÔTES?

La question du pays hôte de la COP31 suscite des échanges animés, alors que la Turquie et l'Australie se font compétition pour l'accueillir. Aucun accord n'avait été trouvé mercredi. Pour la COP32, qui se tiendra en 2027, la candidature de l'Éthiopie a été retenue grâce à l'appui des pays africains.

INITIATIVES LANCÉES

- Le *Belém 4X Pledge on Sustainable Fuels*, une initiative vivement critiquée
- Lancement de la *Tropical Forest Forever Facility*



Crédit photo : Laurie Chartrand



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU CANADA?

La ministre de l'Environnement et du Changement climatique Julie Dabrusin et son prédécesseur Steven Guilbeault sont sur place pour soutenir les priorités climatiques, forestières et de coopération internationale du pays. Le Canada est également visible à travers son pavillon, dans lequel il propose une programmation qui réunira des parties prenantes gouvernementales, du secteur privé et de la société civile - Peuples autochtones, jeunesse, ONG, etc.

Le Canada a appuyé plusieurs initiatives au Sommet des leaders, dont une déclaration pour encadrer les marchés du carbone et un appel à l'action sur les feux de forêt. Ottawa a aussi annoncé une nouvelle contribution de 4,3 M\$ au Fonds Brésil-ONU pour l'Amazonie.

Mercredi, la ministre a annoncé que le Canada rejoignait la *Global Initiative for Information Integrity on Climate Change*, ce qui a été applaudi par certaines ONG. Les ministres ont aussi participé à des événements en collaboration avec les Premières Nations.

Il n'en demeure pas moins que le décalage entre l'ambition internationale et les politiques domestiques, notamment sur les énergies fossiles, continue d'être pointé du doigt.



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC?

Le Québec a marqué sa présence en amont de la COP30 en participant au *Local Leaders Forum*, tenu la semaine dernière. La présence importante de gouvernements locaux et infranationaux, dont le Québec et plusieurs États américains, a réaffirmé leur rôle clé dans la mise en œuvre des actions climatiques.

À la COP30, les représentant-e-s du gouvernement multiplient les rencontres avec ses partenaires ainsi qu'avec des membres de la société civile. Le gouvernement a organisé une réception pour souligner sa collaboration avec le Brésil ainsi que l'engagement du Québec envers les COP. Une rencontre avec la délégation jeunesse, qui a pu exprimer ses revendications, a aussi eu lieu.



Crédit photo : Rachel Lévesque

Au Québec, le Comité consultatif sur les changements climatiques a publié son huitième avis, portant cette fois sur la prochaine cible climatique à l'aube d'une consultation à ce sujet.

AGENDAS DE NÉGOCIATION

AMBITION ET MISE EN ŒUVRE

À l'ouverture de la COP30, les débats sur l'ambition climatique portaient sur la mise en œuvre du Bilan mondial (GST) et des objectifs de l'Accord de Paris dans les politiques nationales. Une consultation sur les contributions déterminées au niveau national (CDN), la transparence et le financement climatique a été lancée pour trouver des manières de combler l'écart entre la science et les engagements des États.

Le Programme de travail sur l'atténuation (MWP) reste en retrait, mais continue de susciter des tensions : certains pays industrialisés sont accusés de s'en servir pour éviter de nouveaux engagements, tandis que d'autres y voient un levier d'action pour les secteurs énergétique et industriel.

Parallèlement, le Dialogue des Émirats arabes unis (*UAE Dialogue*), chargé d'opérationnaliser le GST, met en lumière des divergences : les pays développés plaident pour une feuille de route globale, tandis que le Sud insiste sur la priorité de la finance.



Crédit photo : Sami Dellah

TRANSITION JUSTE

À la COP30, les discussions sur la transition juste ont porté sur les prochaines étapes du Programme de travail sur la transition juste (JTWP). Le G77+Chine a proposé la création d'un mécanisme spécifique pour renforcer la coopération et combler les lacunes de mise en œuvre, tandis que plusieurs pays développés, dont la Norvège et le Royaume-Uni, ont préféré s'appuyer sur les structures existantes.

Les pays moins développés (LDCs) et le Canada ont soutenu un exercice de cartographie des initiatives liées à la transition juste, afin d'éviter les chevauchements. Les organisations «observatrices» ont appelé à un mécanisme participatif fondé sur les droits humains, inspiré par le Réseau de Santiago. L'engagement suscité par ces agendas de négociation démontre la place significative et la transversalité de la transition juste dans les négociations climatiques.

ADAPTATION

À la COP30, les discussions sur le *Global Goal on Adaptation* (GGA) sont centrales. Elles se sont concentrées sur les potentiels indicateurs globaux qui devraient faire partie de cet objectif et sur la mise en œuvre de la Feuille de route d'adaptation de Bakou (BAR). Plusieurs délégations ont proposé de reporter la discussion et l'adoption formelle à 2027 pour permettre un travail technique plus approfondi et une meilleure cohérence avec les processus futurs. Le BAR est ainsi perçu comme un cadre transitoire pour tester et affiner les indicateurs avant leur adoption définitive.

FINANCE CLIMATIQUE

Le nouvel objectif collectif chiffré (NCQG) et la Feuille de route Bakou–Belém vers 1,3 billion

La COP30 s'est ouverte à Belém dans le sillage du nouvel objectif collectif chiffré de financement climatique (NCQG) adopté à Bakou en 2024, supposé permettre aux pays en développement de proposer des CDN ambitieuses. Or, le montant de 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 a été jugé largement insuffisant par les pays en développement, qui demandent un cadre plus ambitieux et prévisible. Présentée par la présidence brésilienne comme le point de départ d'un nouveau cycle de mise en œuvre de l'Accord de Paris, le *Baku-to-Belém Roadmap to 1.3 Trillion* suscite néanmoins des réserves : faute de critères qualitatifs et de mécanismes de suivi, le NCQG risque de demeurer une promesse politique. À Belém, les pays du Sud réaffirment que le financement climatique doit devenir une obligation de provision publique, fondée sur la responsabilité historique des pays développés.

Financement pour l'adaptation

À la COP30, le financement de l'adaptation s'est imposé comme une priorité. Malgré l'engagement de doubler les flux d'ici 2025, les montants restent bien inférieurs aux besoins estimés. De nombreux pays ont appelé à tripler le financement d'ici 2030 pour atteindre environ 120 milliards par an.

! QUOI SURVEILLER?

À la COP30, le débat sur l'article 9.1 a opposé les pays en développement, favorables à un suivi strict du financement public, aux pays développés, qui privilégient une approche intégrant les sources privées. Pour éviter un blocage, la présidence brésilienne a transféré la discussion vers des consultations présidentielles informelles. Faute d'accord, plusieurs délégations se sont montrées favorables à reporter les discussions aux intersessions en juin prochain.



Crédit photo : Eneas Xavier

GENRE

Les discussions sur le genre et le climat ont porté principalement sur la mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité de genre et sur l'évaluation des progrès accomplis.

Parmi les points clés abordés, il a été question du renforcement du suivi de la participation des femmes dans les postes de direction, de la promotion des échanges de connaissances au sein du Secrétariat ainsi que du renforcement de la coopération avec d'autres entités des Nations Unies.

Pour la suite, les personnes cofacilitatrices vont élaborer un texte simplifié à partir des consultations précédentes et d'un atelier tenu en septembre 2025.

SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES

Les négociations qui abordent la question de la sortie des énergies fossiles font face aux blocages habituels. D'un côté, l'Union européenne et les petits États insulaires (AOSIS) plaident pour des engagements clairs de sortie progressive, alors que d'autres, comme le Mexique, privilégient une approche axée sur une « utilisation plus propre » des hydrocarbures.

Parallèlement, la présence marquée de l'industrie fossile, y compris au sein de la délégation canadienne, suscite de vives critiques. Les voix qui s'élèvent dénoncent ce conflit d'intérêts et appellent à des mécanismes de transparence renforcés, voire d'exclusion, pour garantir l'intégrité du processus.

VERS UNE RÉFORME DES COP?

Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, son cadre réglementaire a désormais été achevé, mais l'action climatique mondiale reste insuffisante. Des réformes sont donc demandées pour renforcer l'efficacité du régime, améliorer sa légitimité, mieux se coordonner avec les autres instances internationales et corriger les déséquilibres entre les États.

Justement, des critères plus stricts pour les présidences et la réduction de l'influence de l'industrie fossile sont des pistes mises de l'avant. À suivre!

À PROPOS DES NÉGOS EN BREF

Issu d'un partenariat entre les Dialogues pour le climat, la Chaire de recherche en diplomatie scientifique climatique et le Climatoscope 360, le bulletin « Les Négos en bref » contribue à rendre accessibles les négociations climatiques internationales auprès de la société civile québécoise.

Publié quatre fois durant la COP30, il est préparé par Elisabeth Fournier et Enéas Xavier, avec la contribution de la délégation étudiante de l'Université de Sherbrooke à la COP30 : Maury Beaudry, Xavier Bénard, Mathieu Bouchard-Racine, Adèle Catteau, Louis Lemay, France Pomminville et Sabrina Sabourin. L'intelligence artificielle est utilisée pour synthétiser l'information colligée. La révision est assurée par Andréanne Brazeau et Philippe Simard.